



# REGLEMENT DE CONSULTATION

## Marché de maîtrise d'œuvre

### Réaménagement 3<sup>ème</sup> étage - Bâtiment D

### Lycée André Paillot

Maître d'Ouvrage :

Lycée André Paillot

4 chemin des Grabelières

69230 SAINT-GENIS LAVAL



Assistant Maîtrise d'Ouvrage :

ORESTE

50 rue Oreste Zénézini

69680 CHASSIEU



Procédure :	Marché de propriété intellectuelle à procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique.
Date et heure limite de remise des offres	Le 30/01/2026 à 12h00 (Paris CET)
Visite obligatoire	Le 20/01/2026 à 14h30 (Paris CET)

ELEMENTS IMPORTANTS DE LA PROCEDURE	
Objet	Maîtrise d'œuvre pour le réaménagement et la rénovation du 3 <sup>ème</sup> étage du bâtiment D du Lycée André Paillot
Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
Type de contrat	Marché public
Délai de validité des offres	120 jours
Forme de groupement	Conjoint et solidaire avec architecte mandataire
Variante	Aucune
Durée/Délais	26 mois / définis par tranche
Négociation	Avec
Visite	Obligatoire : le 20/01/2026 à 14h30 (Paris CET)
Offre à remettre	Au plus tard le 30/01/2026 à 12h00 (Paris CET)

## Table des matières

1	Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1	Objet.....	4
1.2	Mode de passation.....	5
1.3	Type et forme de contrat.....	5
1.4	Décomposition de la consultation.....	5
1.5	Nomenclature.....	6
1.6	Réalisation de prestations similaires.....	6
2	Conditions de la consultation.....	7
2.1	Délai de validité des offres.....	7
2.2	Forme juridique du groupement.....	7
2.3	Variantes.....	7
2.4	Conditions de participation.....	7
3	Les intervenants.....	8
3.1	Conduite d'opération.....	8
3.2	Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	8
3.3	Contrôle technique.....	8
3.4	Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	8
4	Contenu du dossier de consultation.....	9
5	Présentation des candidatures et des offres.....	9
5.1	Documents à produire.....	10
5.2	Visite sur site.....	11
6	Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	12
6.1	Transmission électronique.....	12
6.2	Transmission sur support papier.....	13
6.3	Signature des offres.....	13
7	Examen des candidatures et des offres.....	14
7.1	Sélection des candidatures.....	14
7.2	Attribution des marchés.....	14
7.3	Suite à donner à la consultation.....	15
8	Rémunération pour participation.....	16
9	Renseignements complémentaires.....	16
9.1	Contact pendant la consultation.....	16
9.2	Recours.....	16

# 1 Objet et étendue de la consultation

## 1.1 Objet

La présente consultation concerne :

Une mission de maîtrise d'œuvre portant sur les éléments de mission définis dans le document ci-dessous et permettant le réaménagement et la rénovation sur 920 m<sup>2</sup> environ du 3<sup>ème</sup> étage du bâtiment D du lycée André Paillot.

Lieu(x) d'exécution :

**EPLEFPA LYCEE ANDRE PAILLOT**  
**4 chemin des GRABELIERES**  
**69230 SAINT GENIS LAVAL**

Le détail des missions est le suivant :

Mission(s)	Désignation
DIAG/FAISA	Diagnostic et faisabilité sur la base de la reconnaissance sur site et du document Programme
AVP	Avant-Projet (une seule phase regroupant APS et APD)
PRO/DCE	Etudes de projet / Dossier de consultation des entreprises
ACT	Assistance pour la passation des contrats de travaux
EXE 1	Etudes d'exécution/quantitatifs
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
SYN	Etudes de synthèse
DET	Direction des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Missions complémentaires :

Mission(s)	Désignation
OPC	Ordonnancement pilotage et coordination de chantier
SSI	Système de sécurité incendie

Le contrat court à compter de sa notification (valant ordre de service) jusqu'à la levée de la dernière réserve de parfait achèvement des marchés de travaux. ; à titre indicatif, la durée prévisionnelle est de : 26 mois.

### Calendrier prévisionnel :

- Sélection d'une équipe de maitrise d'œuvre : Février 2026,
- Etude de maitrise d'œuvre : de Mars à Juin 2026,
- Consultation et sélection des entreprises : de Juin à Septembre 2026,
- Réalisation des travaux : de Octobre 2026 à Mars 2027 (5 mois estimés),
- Réception des travaux : Avril 2027
- Prise de possession des locaux Mai 2027 pour une ouverture à la rentrée 2027.

### Enveloppe prévisionnelle :

Le budget travaux estimé et validé par la maitrise d'ouvrage au niveau programmation est de 390 000 € HT, tous lots confondus (valeur novembre 2025).

---

## *1.2 Mode de passation*

---

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

---

## *1.3 Type et forme de contrat*

---

Le marché à tranches sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

---

## *1.4 Décomposition de la consultation*

---

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le présent marché est décomposé en parties techniques. La consistance de ces parties est la suivante :

Partie 1	Diagnostic/Faisabilité
Partie 2	Élaboration de l'Avant-Projet et dépôt de la DACAM
Partie 3	Élaboration du Projet (PRO) / Dossier de consultation des entreprises (DCE) comprenant également EXE 1.

Partie 4	Consultation des entreprises et analyse des propositions (ACT)
Partie 5	Les missions correspondant à la réalisation de l'ouvrage, du démarrage de la période de préparation des travaux jusqu'à la date d'effet de la réception, comprenant la DET, puis AOR pour l'assistance à la réception
Partie 6	La période de parfait achèvement correspondant aux autres éléments réglementaires AOR

Conformément à l'article 22 du CCGA-PI, le marché étant divisé en missions successives, clairement identifiées, le lycée André Paillot peut décider de ne pas engager une mission postérieure à celle exécutée.

---

## 1.5 Nomenclature

---

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal : 71221000-3

Description : Services d'architecte pour les bâtiments

---

## 1.6 Réalisation de prestations similaires

---

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 2 Conditions de la consultation

---

### 2.1 Délai de validité des offres

---

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

---

### 2.2 Forme juridique du groupement

---

En cas de groupement d'opérateurs économiques le pouvoir adjudicateur impose un groupement conjoint et solidaire dont le mandataire sera l'architecte.

---

### 2.3 Variantes

---

Aucune variante n'est autorisée.

---

### 2.4 Conditions de participation

---

Les candidats doivent se présenter pour cette consultation sous la forme d'une équipe pluridisciplinaire dotée des compétences nécessaires à la réalisation des études avec une compétence spécifique dans les domaines suivants :

- Architecture,
- BE fluides courants forts/courants faibles, CVC et sécurité incendie (coordination SSI),
- OPC,
- Économie de la construction,

Les compétences indiquées ci-dessus peuvent être intégrées dans la structure professionnelle, soit du mandataire, soit d'un des co-traitants.

Les certificats professionnels à détenir sont indiqués ci-après.

## 3 Les intervenants

---

### 3.1 Conduite d'opération

---

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même qui pourra se faire accompagner d'une assistance à maîtrise d'ouvrage.

---

### 3.2 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

---

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

---

### 3.3 Contrôle technique

---

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

---

### 3.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

---

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.



## 4 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, à savoir :
  - o Le cadre de rémunération et de répartition des honoraires,
  - o Durée et délai des marchés,
- Planning de l'opération.
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le programme de l'opération et ses annexes :
  - o Le diagnostic amiante avant travaux en date du 31/10/2025,
  - o Le diagnostic plomb en date du 14/10/2025,
  - o L'avis de contrôle technique relatif à l'évolution de l'ERP en date du 16/12/2025,
  - o Un plan de l'étage existant,
  - o Une proposition d'aménagement du niveau travaillée avec le maître d'ouvrage en étape de programmation.

Il est téléchargeable gratuitement.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

## 5.1 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R.

2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Lettre de candidature (DC1 ou forme libre) et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants en cas de groupement - Le candidat précise si la candidature émane d'une entreprise qui se présente seule ou si elle émane d'entreprises groupées. En cas de groupement d'entreprises, il est mentionné la forme du groupement, la liste de toutes les entreprises membres du groupement, le nom de l'entreprise mandataire. En outre, chaque membre du groupement fournit les documents listés ci-après.	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (DC1 ou forme libre).	Non
Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat.	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.	Non
Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans seront pris en compte.	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat.	

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Diplôme architecte DPLG/HMONP.	Non
OPQIBI 2202 – Economie de la construction	Non
OPQIBI 1320 – maîtrise d’œuvre de fluides courants	Non
OPQIBI 1419 maîtrise d’œuvre en électricité courante / OPQIBI 1421 Maitrise d’œuvre en courants faibles courants	Non
OPQIBI 0301 Ordonnancement planification coordination d’exécution courant	Non
OPQIBI 0321 Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) de catégorie A	Non

### **Les qualifications OPQIBI peuvent être remplacées par des références récentes sur des projets similaires.**

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

#### Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement et ses annexes	Non
Le mémoire technique du candidat	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

---

## **5.2 Visite sur site**

---

Une visite sur site est obligatoire. Pour la bonne organisation des visites, les candidats prendront rendez-vous par mail, au plus tard 24h00 avant la visite auprès de :

Simon GIRARD – Oreste – Assistant à Maitrise d’Ouvrage

Mail: [simon.girard@oreste-conseil.fr](mailto:simon.girard@oreste-conseil.fr)

Date et heure de visite : 20/01/2026 à 14h30 sur site (Paris CET).

Une confirmation de la prise de rendez-vous avec les modalités d'accès à l'établissement leur sera transmise.

## 6 Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 6.1 Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://mapa.aji-france.com/>

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Lycée André Paillot  
4 chemin des Grabelières  
69230 SAINT-GENIS LAVAL

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Le nom des fichiers ne doit pas comporter plus de 35 caractères sous peine d'impossibilité d'ouverture.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Attention, la date et l'heure limites de dépôt s'entendent de manière stricte.

---

## *6.2 Transmission sur support papier*

---

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

---

## *6.3 Signature des offres*

---

Au stade du dépôt de son pli, le soumissionnaire n'a pas l'obligation de signer son offre. Seule l'offre de l'attributaire désigné sera signée.

## 7 Examen des candidatures et des offres

### 7.1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 7.2 Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 – Prix et prestations	40,00%
2 – Valeur technique de l'offre	60,00%

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

#### 1/ Méthode de notation du critère « prix des prestations » - sur 40 points :

S'agissant du critère prix, il s'apprécie au regard du montant mentionné dans l'acte d'engagement. Il est noté comme suit :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) X Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## 2/ Méthode de notation du critère « valeur technique » - sur 60 points :

S'agissant du critère Valeur technique, il s'apprécie au regard des réponses apportées par le candidat aux questions posées dans le cadre de mémoire technique.

Sous-critère 1 : Composition et organisation de l'équipe dédiée, identification claire des intervenants mis à disposition et de leurs compétences. (10 points).

Sous-critère 2 : Eléments importants du projet identifiés par le candidat concernant la CVC (10 points).

Sous-critère 3 : Eléments importants du projet identifiés par le candidat concernant l'évolution de l'ERP et la sécurité incendie (10 points).

Sous-critère 4 : Eléments importants du projet identifiés par le candidat concernant les conditions dans lesquels vont s'effectuer les travaux (10 points).

Sous-critère 5 : Avis du candidat sur le traitement de l'amiante dans le cadre du projet (5 points).

Sous-critère 6 : Présentation des 3 références récentes et pertinentes par membre du groupement relativement au projet (15 points).

---

## *7.3 Suite à donner à la consultation*

---

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager des négociations avec tout ou partie des candidats. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## 8 Rémunération pour participation

Il n'est prévu aucune rémunération pour les candidats ayant remis une offre et qui n'auront pas été retenus.

## 9 Renseignements complémentaires

### 9.1 Contact pendant la consultation

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://mapa.aji-france.com/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### 9.2 Recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Lyon

84 RUE DUGUESCLIN 69003 LYON

Tél : [+33 4 78 14 10 10](tel:+33478141010)

Courriel : [greffe.ta-lyon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lyon@juradm.fr)